

Athénée Royal de Gilly
Rue du Calvaire 20
6060 GILLY

Voor het project
"Echange de classe-
expérience culturelle immersion"

068-2143407-25

9.015 EUR

Art. 2. Deze subsidie wordt aangerekend op de organisatie-afdeling 52, activiteitenprogramma 91, basisallocatie 01.05 van de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap van België voor het begrotingsjaar 2004.

Art. 3. Deze subsidie is bestemd om de kosten te dekken verbonden aan de organisatie van taalbadprogramma's die in de bij het Selectiecomité ingediende projecten bepaald zijn en door dat Comité goedgekeurd zijn met als doel leerlingen uit het secundair onderwijs de mogelijkheid te bieden hun kennis van een vreemde taal in praktijk te zetten.

Art. 4. Deze subsidie zal als volgt uitbetaald worden : 80 % van het bedrag van de subsidie als voorschot, het saldo op voorstelling van een aangifte van schuldvordering, van de uitgavenbewijzen en van een evaluatieverslag van het project.

Die documenten zijn naar het bestuur terug te sturen op volgend adres : Direction générale de l'Enseignement secondaire, Cité administrative de l'Etat, Koningstraat 204, te 1010 Brussel.

Art. 5. Op alle promotionele documenten (affiches, vouwbladen, folders en andere) zullen de vermelding "Avec le soutien de la Communauté française de Belgique" alsmede het logo verschijnen.

Art. 6. Het deel activiteit dat door deze subsidie gedekt wordt, zal door geen enkel andere door de gerechtigde ontvangen subsidie of opbrengst gefinancierd worden.

Art. 7. De uitbetaling van de subsidie, ten belope van het bedrag bedoeld in artikel 1 van dit besluit, heeft niet tot gevolg voor de gerechtigde een onvoorwaardelijk recht te creëren voor de toekenning van de subsidie, aangezien elke storting beschouwd wordt als uitbetaald als een provisie.

De gerechtigde op de subsidie zal ter beschikking van de Franse Gemeenschap of van elke door haar gemandateerde persoon, alsmede van het Rekenhof, de algemene en boekhoudkundige documenten stellen die noodzakelijk zijn voor de controle op de aanwending van de subsidie.

Het deel van de subsidie dat niet verantwoord is zoals het in de rekeningen verschijnt die overhandigd zijn tot staving van de aanvraag om uitbetaling van het saldo van de subsidie zal aan de Franse Gemeenschap moeten worden terugbetaald op het nr. 091-2110001-86 met de vermelding "Remboursement de la subvention octroyée par l'Arrêté du à..... ».

Art. 8. Onverminderd de bepalingen van dit besluit, werft de gerechtigde op deze subsidie zijn personeel aan en beheert hij het onder zijn eigen verantwoordelijkheid.

De Franse Gemeenschap is niet aansprakelijk voor elke schade aan derden berokkend voor de realisatie van de in artikel 3 beschreven verrichting.

Dit besluit treedt in werking op 1 september 2004.

Brussel, 9 juni 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Secundair onderwijs en Buitengewoon onderwijs,
P. HAZETTE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 4035

[2004/202863]

26 JUILLET 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 127 et 129 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, spécialement l'article 1^{er};

Vu le décret spécial du 13 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement de la Communauté française en exécution des articles 123, § 2, de la Constitution et 63, § 4, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 précitée, d'assurer la continuité du service public;

Sur proposition de la Ministre-Présidente;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2004,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1. " Ministre " : un Ministre, Membre du Gouvernement de la Communauté française;
2. " Loi spéciale " : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, spécialement l'article 1^{er}.

Art. 2. Mme Marie Arena, Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale, est compétente pour :

1. la coordination de la politique gouvernementale et celle de sa communication;
2. les relations intra-belges;
3. la saisine, au nom du Gouvernement, du Comité de concertation Gouvernement fédéral - Gouvernement des Communautés et des Régions;
4. les relations avec le Parlement;
5. la coordination de la politique dans le domaine de l'égalité des chances et l'interculturalité;
6. la gestion des bâtiments administratifs;

7. la répartition des moyens de la loterie;
8. la coordination de la task force administrative composée des représentants des administrations, des pararégionaux et autres organismes publics ou parapublics concernée par le plan stratégique de développement du capital humain, des connaissances et des savoir-faire.
9. l'enseignement, tel que défini à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1, 2^o, de la Constitution, en ce compris
 1. l'enseignement fondamental;
 2. l'enseignement secondaire;
 3. les bâtiments scolaires;
 4. la matière définie à l'article 4, 11^o, de la loi spéciale à l'exception des missions confiées à l'O.N.E.;
 5. la reconversion et le recyclage professionnels;
 6. l'enseignement à distance, l'enseignement artistique à horaires réduits;
 7. l'enseignement de promotion sociale;
 8. l'enseignement artistique de niveau secondaire;
 9. l'inspection de l'enseignement;
 10. les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et l'information;
 11. la formation postsecondaire et parascolaire;
 12. les statuts des personnels de l'enseignement à l'exception de l'enseignement supérieur;
 13. la formation intellectuelle, morale et sociale;
 14. les centres psycho-médico-sociaux;
 15. l'enseignement spécialisé;
 16. les écoles européennes;
 17. l'orientation scolaire;
 18. le pilotage interréseaux.

Art. 3. Mme Marie-Dominique Simonet, Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales, est compétente pour :

1. les relations internationales et européennes;
2. l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, en ce compris :
 1. l'enseignement universitaire;
 2. la recherche scientifique;
 3. les crédits de recherches fondamentales provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et à l'I.R.S.I.A.;
 4. l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long;
 5. l'enseignement artistique de niveau supérieur, y compris les conservatoires;
 6. les statuts du personnel de l'enseignement supérieur;
 7. les allocations et prêts d'études;
 8. l'encouragement à la formation des chercheurs;
 9. l'Académie royale des Sciences.

Art. 4. M. Michel Daerden, Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, est compétent pour le budget et les finances de la Communauté française.

Art. 5. M. Claude Eerdeken, Ministre de la Fonction publique et des Sports, est compétent pour :

1. la fonction publique;
2. l'informatique administrative, la simplification administrative et l'e-government;
3. la fonction publique des organismes d'intérêt public;
4. les sports en ce compris la lutte contre le dopage.

Art. 6. Mme Fadila Laanan, Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse, est compétente pour :

1. la radiodiffusion et la télévision, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement fédéral;
2. le soutien à la presse écrite;
3. la médiathèque et services similaires;
4. l'aide au cinéma;
5. les matières culturelles, telles que :
 1. les beaux-arts;
 2. la défense et l'illustration de la langue;
 3. les bibliothèques;
 4. la formation artistique.
6. les centres d'expression et de créativité;
7. le patrimoine culturel, les musées et les autres institutions scientifiques culturelles;
8. l'éducation permanente et l'animation culturelle;
9. la politique de la jeunesse;
10. la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 7. Mme Catherine Fonck, Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la jeunesse et de la Santé, est compétente pour les matières suivantes :

1. L'aide aux personnes visée à l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;

2. les centres de vacances, notamment pour ce qui concerne les matières définies aux articles 4 et 5 de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;

3. l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.);

4. l'accueil de l'Enfance;

5. la politique de la santé visée à l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci.

Art. 8. Chaque Ministre du Gouvernement est compétent pour les matières de recherche scientifique appliquée dans les limites de ses attributions.

Chaque Ministre a autorité sur le personnel de l'Administration relevant de ses attributions.

Art. 9. Les projets de décrets et les arrêtés, délibérés en Gouvernement, sont signés par le Ministre qui a, dans ses attributions, la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de Fonction publique des organismes d'intérêt public, sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministre(s) exerçant la tutelle sur les organismes d'intérêt public concernés.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de statut des personnels de l'Enseignement, sont cosignés par les Ministres responsables et le Ministre chargé de la Fonction publique.

Art. 10. Dans le cas où une délégation a été accordée, conformément à l'arrêté portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation a été accordée.

Art. 11. La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Les décrets et arrêtés du Gouvernement sont contresignés par la Ministre-Présidente

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2003 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets à dater du 26 juillet 2004.

Art. 14. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 juillet 2004.

Mme M. ARENA,
La Ministre-Présidente,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale

Mme M.-D. SIMONET,
La Vice-Présidente,
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,
Vice-Président,
Ministre du Budget et des Finances

Cl. EERDEKENS,
Ministre de la Fonction publique et des Sports

Mme F. LAANAN,
La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse

Mme C. FONCK
La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 4035

[2004/202863]

26 JULI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 127 tot 129 van de Grondwet,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het bijzonder decreet van 13 juli 1999 houdende verhoging van het maximumaantal leden van de Regering van de Franse Gemeenschap in uitvoering van de artikelen 123, § 2, van de Grondwet en 63, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid, voor de Regering van de Franse Gemeenschap, samengesteld met toepassing van artikel 60 van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te zorgen voor de continuïteit van de openbare dienst;

Op de voordracht van de Minister-President;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 juli 2004,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1. "Minister" : een Minister, Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap;
2. "Bijzondere wet" : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid artikel 1.

Art. 2. Mevrouw Marie Arena, Minister-Presidente, belast met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, is bevoegd voor :

1. de coördinatie van het regeringsbeleid en van de mededelingen in verband daarmee;
2. de intra-Belgische betrekkingen;
3. het aanhangig maken van conflicten, in naam van de Regering, bij het Overlegcomité Federale Regering - Regering van de Gemeenschappen en Gewesten;
4. de betrekkingen met het Parlement;
5. de coördinatie van het beleid op het gebied van gelijke kansen en interculturele betrekkingen;
6. het beheer van de administratieve gebouwen;
7. de verdeling van de middelen van de loterij;
8. de coördinatie van de administratieve task force, samengesteld uit de vertegenwoordigers van de administraties, de pararegionale instellingen en andere openbare of para-openbare instellingen, betrokken bij het strategisch plan voor de ontwikkeling van de human resources, kennis en know-how;
9. het onderwijs, zoals bepaald in artikel 127, § 1, eerste lid, 2^o, van de Grondwet, met inbegrip van :
 - 1) het basisonderwijs;
 - 2) het secundair onderwijs;
 - 3) de schoolgebouwen;
 - 4) de aangelegenheid bepaald in artikel 4, 11^o, van de bijzondere wet, met uitzondering van de opdrachten toegewezen aan de O.N.E.;
 - 5) de beroepsomscholing en - bijscholing;
 - 6) het afstandsonderwijs, het kunstonderwijs met beperkt leerplan;
 - 7) het onderwijs voor sociale promotie;
 - 8) het kunstonderwijs van het secundair niveau;
 - 9) de inspectie van het onderwijs;
 - 10) de bijschoolse activiteiten, de hulpmiddelen voor het onderwijs en de informatie;
 - 11) de post- en parascolaire vorming;
 - 12) de statuten van het onderwijspersoneel, met uitzondering van het personeel van het hoger onderwijs;
 - 13) de intellectuele, morele en sociale vorming;
 - 14) de psycho-medisch-sociale centra;
 - 15) het gespecialiseerd onderwijs;
 - 16) de Europese scholen;
 - 17) de schooloriëntatie;
 - 18) de netoverschrijdende sturing.

Art. 3. Mevrouw Marie-Dominique Simonet, Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen, is bevoegd voor :

1. de internationale en Europese betrekkingen;
2. het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek, met inbegrip van :
 - 1) het universitair onderwijs;
 - 2) het wetenschappelijk onderzoek;

3) de kredieten voor fundamenteel onderzoek, afkomstig uit de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid, uit Volksgezondheid en Economische Zaken, en de kredieten bestemd voor het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw;

- 4) het niet-universitair hoger onderwijs, van het korte type en het lange type;
- 5) het kunstonderwijs van het hogere niveau, met inbegrip van de conservatoria;
- 6) de statuten van het personeel van het hoger onderwijs;
- 7) de studietoelagen en -leningen;
- 8) de aanmoediging van de opleiding van vorsers;
- 9) de "Académie royale des Sciences".

Art. 4. De heer Michel Daerden, Vice-President en Minister van Begroting en Financiën, is bevoegd voor de begroting en de financiën van de Franse Gemeenschap.

Art. 5. De heer Claude Eerdekens, Minister van ambtenarenzaken en sport, is bevoegd voor :

1. de ambtenarenzaken;
2. de administratieve informatica, de administratieve vereenvoudiging en de e-government;
3. de ambtenarenzaken van de instellingen van openbaar nut;
4. de sport, met inbegrip van dopingbestrijding.

Art. 6. Mevrouw Fadila Laanan, Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd, is bevoegd voor :

1. de radio-omroep en de televisie, met uitzondering van het uitzenden van mededelingen van de Federale Regering;

2. hulp aan de geschreven pers;
3. de mediatheek en de soortgelijke diensten;
4. steun aan de filmsector;
5. de culturele aangelegenheden, zoals :
 - 1) de schone kunsten;
 - 2) de bescherming en de luister van de taal;
 - 3) de bibliotheken;
 - 4) de artistieke vorming.
6. de centra voor expressie en creativiteit;
7. het cultureel patrimonium, de musea en de andere culturele wetenschappelijke instellingen;
8. de permanente opvoeding en de culturele animatie;
9. het jeugdbeleid;
10. het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 7. Mevrouw Catherine Fonck, Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid, is bevoegd voor de volgende aangelegenheden :

1. de bijstand aan personen bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering van dat artikel aangenomen decreten;
2. de vakantiecentra, inzonderheid voor de aangelegenheden bepaald in de artikelen 4 en 5 van de bijzondere wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering van dat artikel aangenomen decreten;
3. de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (O.N.E.) (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn);
4. de opvang van jonge kinderen;
5. het gezondheidsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering van dat artikel aangenomen decreten.

Art. 8. Iedere Minister van de Regering is bevoegd voor het toegepast wetenschappelijk onderzoek binnen de perken van zijn bevoegdheden.

Iedere Minister oefent het gezag uit op het personeel van het bestuur dat onder zijn bevoegdheden ressorteert.

Art. 9. De ontwerpen van decreet en de in de Regering overlegde besluiten worden ondertekend door de Minister tot wiens bevoegdheid de aangelegenheid waarop het ontwerp van decreet of besluit betrekking heeft, behoort.

De besluiten en beslissingen van de Regering, voor de ambtenarenzaken van de instellingen van openbaar nut, worden gezamenlijk ondertekend door de Minister belast met ambtenarenzaken en de Minister(s) die het toezicht uitoefent/uitoefenen op de betrokken instellingen van openbaar nut.

De besluiten en beslissingen van de Regering, inzake het statuut van het onderwijspersoneel, worden gezamenlijk ondertekend door de verantwoordelijke Ministers en door de Minister belast met ambtenarenzaken.

Art. 10. Ingeval een delegatie werd verleend overeenkomstig het besluit houdende regeling van de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie deze delegatie werd verleend.

Art. 11. De ondertekening van de decreten en besluiten kan, in de titel van de Minister, alleen de vermelding bevatten van de aangelegenheid waarop de decreten en besluiten betrekking hebben.

De decreten en besluiten van de Regering worden door de Minister-President medeondertekend.

Art. 12. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 2003 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 26 juli 2004.

Art. 14. De Ministers worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 juli 2004.

Mevr. M. ARENA,
Minister-Présidente,
belast met het leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET,
Vice-Présidente,
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. DAERDEN,
Vice-President,
Minister van Begroting en Financiën
Cl. EERDEKENS,
Minister van Ambtenarenzaken en Sport
Mevr. F. LAANAN,
Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd
Mevr. C. FONCK,
Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 4036

[2004/202862]

26 JUILLET 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, visant à achever la structure fédérale de l'Etat et spécialement l'article 68;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des Services du Gouvernement de la Communauté appelés à faire partie d'un Cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié par les arrêtés des 13 avril 2000, 12 décembre 2000, 24 octobre 2002, 28 novembre 2002, 6 mars 2003 et 12 juin 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 juillet 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 juillet 2004;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996 telles que modifiées ultérieurement;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'assurer sans délai la continuité du fonctionnement des Cabinets ministériels du Gouvernement de la Communauté française;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente,

Arrête :

Section 1^{re} — Attributions

Article 1^{er}. Les attributions des Cabinets ministériels sont fixées comme suit : l'élaboration de la politique dans les matières attribuées à chaque Ministre, les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux parlementaires; les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel des Ministres; la présentation des dossiers de l'administration, en ce compris l'examen des propositions de cette dernière; le secrétariat des Ministres, le traitement de leur courrier personnel; les demandes d'audience; la revue de presse.

Au moins une fois par mois, il y aura concertation entre le Cabinet ministériel et les responsables de l'administration, des paracommunautaires et autres organismes publics concernant la préparation et l'exécution de la politique à mener.